



DÉCLARATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CMCAS CHARTRES-ORLÉANS

DU JEUDI 3 OCTOBRE 2024

Pas de citation ou de proverbe glorieux, non pas envie, tellement l'instant que nous vivons est triste! La seule chose que l'on pourrait déclarer, c'est « tout ça pour ça ». Après avoir sanctionné par 3 fois dans les urnes, Macron et sa politique au service des plus riches, comment ne pas être en colère lorsque l'on regarde la composition du nouveau gouvernement. Comment ne pas être inquiet avec les positions réactionnaires de ce dernier notamment sur les droits des femmes ou l'immigration. Comment ne pas avoir peur lorsque l'on sait que ce gouvernement, non désiré par la majorité des électeurs, ne survivra qu'avec le bon vouloir du rassemblement national. Qui va payer la dette colossale laissée par les gouvernements Macron successifs ? Qui va devoir se serrer la ceinture ? Les nantis ou les « sans dents » ?

La CGT sera particulièrement vigilante sur la politique qui sera menée par le premier ministre. Pour résorber la dette française, qui devrait être supérieure à 6 % du PIB, logiquement, le gouvernement voudrait solliciter les industries de l'énergie qui ont profité de l'envol des prix. EDF est bien entendu identifié comme futur donateur gracieux. La CGT se souvient parfaitement comment l'état français a ponctionné sans vergogne dans les caisses d'EDF pour renflouer les siennes.

Les négociations pour la revalorisation du SNB vont bientôt débiter. La CGT sera vigilante, afin que les propositions des employeurs des IEG répondent aux attentes légitimes des salarié.es EDF. Il est important de se souvenir des mobilisations sur les précédentes négociations. Les luttes menées par la CGT ont toujours été puissantes, aboutissant par exemple, au retrait du projet HERCULE, ainsi qu'à l'augmentation générale des salaires de 200 € mensuels pour tous.

Pour rappel, nous avons eu dans un passé récent, des augmentations du SNB à 0% ou proche du néant, ces propositions des employeurs démontrent l'indécence de nos employeurs, qui ont refusé volontairement de reconnaître le professionnalisme des salarié.es du groupe. Seul le SNB est pérenne, les primes ne sont pas salaires et seul le SNB rentre dans le calcul de la pension et de l'indemnité en cas d'arrêt maladie. Soyez certains, que la CGT se battra pour que le SNB soit à la hauteur des efforts fournis par les salarié.es EDF.

Les militants CGT sont entièrement solidaires de leurs collègues de la centrale de Cordemais. Malgré les engagements d'EDF et du gouvernement, le président Luc Rémont, a décidé d'arrêter la production en 2027 et de fermer cet établissement à l'horizon 2029. La CGT pensait que le groupe avait pris la mesure de l'épisode de la corrosion sous contrainte et du risque de pénurie de production le cas échéant, il n'en a rien. Comme pour Fessenheim, on ferme, on fait de vagues promesses de réindustrialisation, sans tenir compte, un seul instant, de la souffrance des salarié.es. La CGT ne compte pas en rester là et se battre pour faire changer d'avis la direction d'EDF sur la potentielle fermeture de la centrale de Cordemais.

La transition énergétique est devenue une urgence incontournable. Le secteur gazier, pierre angulaire de l'approvisionnement énergétique en France et en Europe, doit évoluer vers des pratiques plus respectueuses de l'environnement. Pourtant, cette transformation menace directement les emplois et les conditions de travail des salariés, si elle n'est pas accompagnée de garanties sociales solides. L'accord de transition juste, conçu pour protéger les travailleurs, n'a pas été signé. Eurogas, le syndicat patronal européen, a bloqué cet accord crucial, compromettant ainsi l'avenir de milliers de salariés.

La FNME-CGT le répète : la transition énergétique doit être socialement juste. Elle ne peut se faire au détriment des travailleurs. Les transformations profondes du secteur gazier nécessitent des Investissements massifs dans les compétences, la formation et la sécurisation des parcours professionnels. Refuser cet engagement, c'est condamner des milliers de salariés à la précarité.

Ce mardi 1er octobre, à l'appel de la CGT, de la FSU, de Solidaires et des organisations de jeunesse, ce sont plus de 170 000 personnes qui ont défilé en France pour exiger des augmentations de salaire et de pension, l'abandon de la réforme de l'assurance chômage, l'abrogation de la réforme des retraites et le financement de nos services publics.

Les dernières mobilisations ont forcé le Premier ministre à reconnaître l'échec de la politique économique sociale et environnementale d'Emmanuel Macron et à annoncer :

- l'augmentation du Smic de 2%, au 1er novembre, et la remise en cause d'une partie des exonérations de cotisations sociales en reconnaissant qu'elles représentent des trappes à bas salaire. La CGT demande qu'une nouvelle augmentation du Smic ait lieu en janvier et qu'elle soit suivie d'une augmentation du point d'indice dans la fonction publique et de l'augmentation de l'ensemble des salaires dans le privé ;
- l'enterrement de la violente réforme de l'assurance chômage et la relance d'une négociation. C'est une grande victoire intersyndicale qui va éviter à 1 million de privé-es d'emploi de tomber dans l'extrême précarité ;
- l'abandon du projet de réforme constitutionnelle de la Nouvelle Calédonie alors que l'acharnement du président de la République a ruiné l'économie du territoire et causé 13 morts.

Le Premier ministre a également effectué un recadrage salubre de son ministre de l'Intérieur en rappelant son attachement à l'État de droit et son intransigeance face au racisme et à l'antisémitisme. Cela doit maintenant se traduire en actes concrets pour faire reculer l'Extrême droite et ses idées.

Le Premier ministre a aussi annoncé son souhait de redonner la main au parlement, aux acteurs sociaux et aux citoyen·nes. Il doit donc s'engager à respecter le vote des députés qui sont une majorité à être favorables à l'abrogation de la réforme des retraites.

L'ouverture d'un chantier pour « corriger la réforme des retraites » constitue, après 18 mois de déni et de passage en force présidentiel, une première reconnaissance de la violence de cette réforme. La CGT appelle le Premier ministre à abroger la réforme et à organiser une conférence de financement de nos retraites.

Sur l'essentiel et notamment sur le futur budget, le discours du Premier ministre est resté très flou. La priorité annoncée pour l'école, la santé et la petite enfance doit se traduire par un investissement budgétaire massif.

Sur ce point, le Premier ministre n'a pris aucun engagement. Pire, il a dénoncé le niveau de la dépense publique.

La vigilance et la mobilisation s'imposent pour empêcher une violente politique d'austérité.

La grave paupérisation de nos hôpitaux, de nos écoles et de nos infrastructures impose un plan de financement ambitieux, pour répondre aux enjeux d'avenir, au défi environnemental, au vieillissement de la population et au désenclavement de nos territoires.

De même, en matière d'industrie, alors que la CGT lui a remis la liste des 170 plans de licenciements détruisant 100 000 emplois, le Premier ministre n'a fait aucune annonce concrète. Rien non plus sur la nécessaire augmentation des pensions des retraité·es.

La CGT appelle les salarié·es et les retraité·es à continuer à multiplier les luttes pour garder la main et gagner :

- l'augmentation des salaires et des pensions,
- l'abrogation de la réforme des retraites,
- le financement de nos services publics,
- la relance de notre industrie.

Nous ne pouvons pas oublier la triste actualité internationale

La guerre menée par Israël contre le peuple palestinien se propage au Liban depuis quelques jours. Après des attentats qui ont fait des dizaines de morts et des milliers de blessés au Liban la semaine dernière, depuis c'est le sud de Beyrouth est bombardé. Des milliers d'habitants du Sud Liban ont pris la fuite.

La CGT est extrêmement préoccupée du risque d'escalade et d'embrasement dans la région. La folie meurtrière doit impérativement être stoppée. La CGT exige :

- un cessez-le-feu immédiat et pérenne à Gaza et au Liban, la fin du blocus et le retrait de l'armée israélienne de la bande de Gaza et de la Cisjordanie ;
- un soutien matériel et politique à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, attaqué par l'armée israélienne ;
- la protection des journalistes palestinien·nes et l'ouverture de Gaza à la presse internationale ;
- la fin de l'occupation, de la colonisation et de la politique d'apartheid vis-à-vis des Palestinien·nes et la fin de la criminalisation des défenseur·es de la paix en Israël.

L'acharnement de Netanyahu contre la Palestine avec plus de 40 000 morts dont 10 000 enfants dans la bande de Gaza, depuis le 7 octobre 2023, continue en dépit du risque génocidaire tel que la Cour Internationale de Justice l'a indiqué il a quelques semaines.

La CGT réitère sa demande auprès du gouvernement français. Il doit prendre une position claire et forte en faveur de la paix et mettre fin à l'impunité dont bénéficie le gouvernement israélien de Netanyahu.